

Les conflits en Afrique-une responsabilité partagée



Le 7 juillet 1999, le gouvernement de la Sierra Leone signait un accord de paix et de partage du pouvoir avec les rebelles du Revolutionary United Front (RUF), qui, l'espère-t-on, mettra un terme à une guerre qui durait depuis huit ans. Le président Kabbah gouverne désormais le pays de concert avec Foday Sankoh, chef du RUF, l'un des groupes rebelles les plus brutaux qu'ait jamais connus l'Afrique, responsable de l'assassinat, du viol et de la mutilation de dizaines de milliers de civils innocents, dont beaucoup de femmes et d'enfants. Pour ajouter l'insulte à l'injure, l'accord de paix prévoit l'amnistie des auteurs de ces crimes.

Le gouvernement de la Sierra Leone a signé l'accord de paix sous le poids de pressions considérables, mais il ne voyait aucune autre issue. Les puissances occidentales n'avaient nullement l'intention d'accorder un réel soutien financier et militaire au gouvernement élu. La Sierra Leone n'avait, à toutes fins utiles, plus d'armée et s'en remettait pour sa défense à l'ECOMOG, la force d'Afrique de l'Ouest, dont l'efficacité était plutôt relative. Les forces rebelles avaient de puissants supporteurs - les gouvernements du Libéria, de la Libye et du Burkina Faso - dont l'appui aux groupes rebelles a été décisif. Les organisations de la société civile sierra léonienne avaient conclu qu'une paix imparfaite et un avenir

incertain valaient mieux que la poursuite du conflit, un conflit auquel le monde faisait à peine attention.

Cette rébellion en Sierra Leone et les atrocités qui l'ont accompagnée ont été étayées par la contrebande et la vente de la principale ressource minérale de la Sierra Leone, les diamants. D'autres parties de l'Afrique sont en proie à des tragédies semblables - le Soudan, la République démocratique du Congo, l'Angola, pour ne nommer que les exemples les plus extrêmes. Ces conflits ont beaucoup en commun puisqu'ils sont motivés par une lutte pour le pouvoir et les ressources - le pétrole, les diamants, l'or et d'autres minéraux. Les compagnies occidentales jouent un rôle clé dans ces tragédies, en fournissant le capital et le savoir-faire pour l'exploitation du pétrole et des minéraux. Une partie des bénéfices tirés de ces investissements viennent gonfler les coffres de ces gouvernements et de ces forces rebelles qui font perdurer les guerres, ce qui permet aux combattants de se procurer des armes. Les populations civiles sont de plus en plus la cible de ces conflits, les femmes et les enfants étant particulièrement à risque. La participation continue des sociétés d'exploitation minière et l'inaction connexe de la plupart des gouvernements occidentaux en font des complices de ces tragédies. Qui plus est, les gouvernements qui

réagissent énergiquement aux crises au Koweït et au Kosovo tout en ignorant les urgences qui prennent de l'ampleur en Afrique ne peuvent continuer de tenir le haut du pavé sur le plan moral et politique.

Dans un rapport déposé au Conseil de sécurité des Nations Unies en avril 1998, le secrétaire général Koffi Annan affirmait ce qui suit :

*« L'époque est révolue où l'on pouvait prétendre ignorer ce qui se passait en Afrique ou ce qu'il fallait faire pour réaliser des progrès. Le temps est également passé où l'on pouvait se délester sur autrui de la responsabilité du changement. C'est une responsabilité que nous devons tous assumer. L'ONU est prête à jouer son rôle; la communauté mondiale doit l'être aussi, tout comme l'Afrique. »*¹

Ce n'est pas par coïncidence que l'Afrique a connu ces nombreuses tragédies au cours des années 1990. La fin de la Guerre froide et le rythme accéléré de la mondialisation se sont accompagnés d'un retour à des politiques économiques conservatrices dans le Nord, qui ont privilégié l'investissement privé plutôt que l'aide de gouvernement à gouvernement. L'élimination des déficits budgétaires dans le Nord est devenue plus importante que l'aide visant à éliminer la pau-

vreté, la faim, la maladie, l'analphabétisme et les conflits dans le Sud. Par conséquent, les niveaux d'aide ont chuté; l'Afrique subsaharienne a tout particulièrement écopé. On ne décèle encore aucun signe de réorientation significative des politiques. Les pays donateurs et les institutions financières internationales continuent d'exiger l'orthodoxie fiscale et la bonne gestion des affaires publiques, sans pour autant se pencher sur des enjeux économiques essentiels tels que l'annulation de la dette, l'adoption de politiques commerciales plus favorables et le versement d'une aide adéquate. Les organisations de la société civile du Nord et du Sud ont tout un défi à relever pour influencer sur l'opinion publique et infléchir ces politiques.

En novembre 1998, Partenariat Afrique Canada a organisé une conférence à Hull (Québec), intitulée Pays africains en crise : comment le Canada répond-il à leurs besoins?, qui s'est penchée sur l'évolution de la situation en Sierra Leone, en Somalie et dans d'autres régions de l'Afrique, ainsi que sur la réaction du Canada. Au cours de l'année écoulée, PAC a mis l'accent sur ces deux pays, qui arrivent au dernier rang pour ce qui est de l'indice du développement humain du PNUD.

Par l'entremise du Sierra Leone Working Group (SLWG) à Ottawa, PAC n'a cessé d'exercer des pressions pour que le

Canada, le Commonwealth et les Nations Unies prennent des mesures décisives pour mettre un terme au conflit en Sierra Leone. Le gouvernement du Canada a réagi favorablement et, en février 1999, a demandé à l'ONU d'élargir le mandat des forces de maintien de la paix afin de défendre la population civile dans des situations de conflit tel que celui en Sierra Leone. Avec l'appui du Fonds de consolidation de la paix de l'ACDI, PAC et le SLWG ont appuyé un programme de consolidation de la paix dans la région de Bo, en Sierra Leone, en collaboration avec deux ONG sierra léoniennes, le Network Movement for Justice and Development et le Conseil des églises de la Sierra Leone. Parallèlement à ce programme, nous avons entrepris une importante initiative de recherche sur le commerce des diamants de la Sierra Leone. Avec l'appui de 13 ONG et du ministère des Affaires étrangères, une équipe de recherche, sous la direction de PAC, a commencé à explorer en profondeur une industrie de l'extraction qui a enrichi les rebelles, les contrebandiers et les fonctionnaires du Libéria tout en réduisant à la misère les populations de la Sierra Leone. L'étude et ses recommandations seront achevées à la fin de 1999.

En 1998, PAC s'est inquiété de l'inaction qui perdurait à l'égard de la Somalie. Avec l'appui de l'unité des Initiatives

Spéciales de la Direction du Partenariat de l'ACDI, PAC a collaboré avec le Som-Can Institute for Research and Development pour évaluer les conditions dans le nord de la Somalie en 1999. Les deux régions du nord de la Somalie (le Puntland et le Somaliland) sont paisibles; on y trouve des administrations de plus en plus efficaces, de nombreuses organisations de la société civile et un secteur privé dynamique. Il s'agit d'exemples éloquentes pour les parties du sud et du centre de la Somalie où se poursuivent les conflits entre les milices. Pourtant, malgré cette situation très favorable, les pays donateurs du Nord continuent essentiellement d'ignorer ces régions du nord; ils ont de la difficulté à se faire à l'idée de traiter directement avec des gouvernements décentralisés dans ce qui est essentiellement un pays fédéral en restructuration. Cela signifie que la Somalie a été à toutes fins utiles mise en quarantaine. Le Som-Can Institute et PAC ont instamment demandé qu'on mette un terme à cette quarantaine et ont prié les organisations de la société civile de prendre les devants et de renouveler les partenariats avec les organisations somaliennes. Le rapport d'évaluation conjoint a été publié. ■

¹ Secrétaire général de l'ONU, Les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique, Rapport au Conseil de Sécurité de l'ONU, avril 1998

Établir des liens

Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique - TICAD II

La Conférence TICAD II a eu lieu en octobre 1998, cinq années après la première Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique. Organisée conjointement par le gouvernement du Japon, le PNUD, UN-OSCAL et la Coalition mondiale pour l'Afrique, la conférence a réuni des gouvernements de l'Afrique, des pays donateurs, des institutions internationales et des organismes de l'ONU. PAC avait participé au premier événement en 1993, et avait tissé des liens étroits avec une nouvelle ONG japonaise, l'Africa Japan Forum. En vue de la deuxième conférence TICAD, PAC a travaillé avec l'Africa Japan Forum et de nombreux réseaux d'ONG africaines pour veiller à ce que la voix des ONG

africaines se fasse bien entendre dans les réunions préparatoires en Afrique et à la conférence elle-même. Le président de PAC a assisté à la conférence, où les ONG africaines ont présenté une déclaration importante sur leur perception du développement de l'Afrique. On trouvera le texte complet de la déclaration des ONG sur le site Web du Africa Japan Forum : http://www.zzz.or.jp/~kazutiyofrench/ticad_f.html.

Le document final de la conférence, African Development Towards The 21st Century : the Tokyo Agenda For Action, est affiché sur le site Web du ministère des Affaires étrangères du Japon à l'adresse suivante : http://www.mofa.go.jp/region/africa/ticad2/agenda21.html (en anglais seulement).

Symposium Canada-Japon sur la consolidation de la paix

Dans la foulée de la TICAD II, les gouvernements du Canada et du Japon ont convenu de lancer une initiative pour favoriser des relations plus étroites entre les milieux canadiens et japonais d'ONG intéressées par la consolidation de la paix. PAC a été invité à siéger à un comité de direction canadien réunissant des ONG et des représentants du gouvernement, dont le premier travail a été de participer à l'organisation d'un symposium sur la consolidation de la paix, qui a eu lieu à Tokyo en septembre 1999. PAC espère que la deuxième phase de ce programme permettra aux représentants des ONG japonaises et canadiennes de réaliser des apprentissages auprès des collectivités et des ONG africaines, et de partager

des expériences et des compétences avec elles concernant la résolution des conflits et la consolidation de la paix.

Dialogue canado-africain

PAC a été très heureux de participer à une initiative importante lancée au Canada en octobre 1998, appelée le Dialogue sur l'avenir des descendants de l'Afrique au Canada. L'initiative cherche à réunir des personnes d'origine africaine au Canada et à favoriser leur avancement. La première réunion de la table ronde a donné lieu à la constitution de groupes de travail chargés d'examiner des questions telles que la pauvreté, les politiques publiques et le commerce. PAC partage la conviction du groupe voulant qu'une communauté afro-canadienne plus forte au Canada engendrera un resserrement des liens avec l'Afrique, y compris les liens en

matière de coopération au développement. Le site Web du dialogue est à l'adresse suivante : http://www.pso.net/adiadialogue (en anglais seulement).

Visite du Gouverneur général du Canada en Afrique

Le Directeur général de PAC était membre d'une petite délégation d'ONG qui a accompagné le Gouverneur général du Canada, Roméo Leblanc, et la ministre de la Coopération internationale, Diane Marleau, lors d'une visite d'État dans quatre pays africains, en février 1998 : la Côte d'Ivoire, le Mali, la Maroc et la Tanzanie. La visite a permis à PAC et à d'autres ONG de rencontrer des organisations de la société civile africaine ainsi que des dirigeants politiques et des fonctionnaires de l'État. ■

